

Notes sur une réunion anti-éoliennes

(première partie)



Le 22 septembre s'est tenue à Guéret une conférence organisée par SOS Éole 23, collectif regroupant depuis l'hiver dernier les six plus importantes associations anti-éolienne du département.*

Devant un auditoire d'environ 150 personnes, M. Rémy Prud'homme, ingénieur du M.I.T. (Massachusetts institute of technology), a présenté une analyse du « business de l'éolien » fort instructive à la fois sur l'éolien et sur les contradictions et les faiblesses de l'opposition à ces machines.

ON RETIENDRA DONC D'ABORD un exposé détaillé des impossibilités techniques et des arrières-plans économiques des énergies dites renouvelables.

Le conférencier a rappelé les limites insurmontables de ces techniques, qui les empêchent de pouvoir jouer un rôle autre que périphérique dans la production d'électricité : l'intermittence et l'imprévisibilité de la production (le vent souffle quand il veut, pas quand « on » a besoin d'électricité) ; des possibilités de stocker l'électricité à grande échelle réduites et déjà saturées.

Le conférencier a également développé une analyse des coûts réels de l'éolien. Il a exposé les nombreux coûts indirects de ces techniques, supportés par l'État, et qui sont généralement ignorés : coût des infrastructures de transformation, transport, et gestion de l'électricité produite par les éoliennes, coût des centrales thermiques qui doivent être mise en service pour pallier à l'intermittence de la production.

Le conférencier, enfin, a mis en lumière les enjeux économiques colossaux, à l'échelle mondiale, des « énergies renouvelables ». Il a rappelé que ce secteur hautement spéculatif occupe aujourd'hui une place centrale, de par son poids, dans la finance mondiale, comparable par son chiffre d'affaires à l'industrie de l'armement. Il a développé ce parallèle entre le « complexe militaro-industriel » et le secteur du renouvelable en rappelant l'importance de la collusion public-privé (via notamment le lobbying) pour ces secteurs entièrement sous perfusion de l'État.

À côté de ces instructifs rappels, il faut maintenant évoquer d'autres aspects de cette réunion, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont révélateurs de

graves problèmes de l'opposition – qui expliquent en partie, à mon avis, sa difficulté à remporter des victoires face aux industriels.

○○○○○

La première chose à relever, c'est qu'à aucun moment n'a été posée la question des moyens à mettre en œuvre, pour tenter d'empêcher le saccage de notre région par l'éolien. Aucune stratégie n'a été discutée durant ce large rassemblement, première manifestation publique de « SOS Éole 23 ».

À aucun moment, si on excepte une brève intervention de la salle, il n'a été question des manières de s'organiser pour diffuser la critique auprès de la population, ou des possibilités d'intervenir dans l'espace public pour manifester l'existence de cette opposition.

L'idée de créer une feuille périodique commune – proposition de la réunion constitutive du collectif en février – n'a par exemple pas été abordée ; pas plus que la pertinence d'une campagne coordonnée d'affichage ou de tractage, de stands sur les marchés et les lieux publics, d'une manifestation, etc.

De telles initiatives demanderaient bien sûr beaucoup de temps et d'énergie – donc beaucoup de monde impliqué – et les animateurs des six associations organisatrices consacrent déjà beaucoup de temps à cette lutte : l'organisation de cette conférence est déjà en soi, bien sûr, une bonne chose. Cependant il est significatif du fonctionnement de cette opposition que rien ne soit proposé ou recherché au-delà.

Toutes ces associations fonctionnent avec un bureau de quelques animateurs, qui sont les seules personnes vraiment actives, et puis des adhérents, qui

peuvent être nombreux, mais dont le seul rôle attendu est d'apporter leur cotisation et, par leur nombre, de donner aux associations une légitimité et un gage de représentativité auprès des autorités.

L'essentiel de la stratégie de ces associations est d'espérer pouvoir peser sur les décisions des pouvoirs publics par le biais d'une pratique de lobbying à l'échelon départemental ou régional.

Je ne veux pas réduire tout le travail des associations à cette seule perspective : il y a aussi bien sûr une information au niveau local tout à fait estimable, et déjà quelques batailles juridiques. L'association Vents d'État, par exemple, a été attaquée par le maire de St-Hilaire-la-Plaine pour diffamation, suite à un tract critiquant son soutien aux projets éoliens dans cette commune : le maire a été débouté, mais a fait appel.

Mais il est un fait que leur façon de fonctionner et leurs perspectives d'opposition principales sont celles que je viens d'évoquer : des adhérents essentiellement passifs qui « font du nombre », et l'espoir d'infléchir la politique publique dans le bon sens par la magie de quelques bons conseils.

Ces choix étaient explicitement affirmés lors de la réunion constitutive de février (la désignation d'un bureau avait alors été la première et en fait la seule décision discutée).

Leur première conséquence, c'est que les forces et les initiatives manquent pour mener à bien un véritable travail de terrain – alors que les associations toutes ensemble comptent des centaines d'adhérents.

La passivité et un rapport de pur consommateur / spectateur avec la réalité (et avec les questions sociales en parti-



culier) sont assurément aujourd'hui les choses les mieux partagées au monde. Les associations n'en sont évidemment pas les seules responsables. Mais leur mode de fonctionnement n'aide guère à dépasser un tant soit peu cet état de fait.

∞∞∞∞

L'autre versant de ces choix « stratégiques » – pour mieux dire, de ces choix par défaut, car il s'agit simplement de suivre le courant de l'époque – est tout aussi problématique.

L'espoir de faire changer d'avis les pouvoirs publics par cet espèce de lobbying bricolé est évidemment voué à l'échec. Comme l'a rappelé le conférencier, les industriels aussi font du lobbying, avec infiniment plus de moyens et d'efficacité.

L'État français – toutes tendances politiques confondues – est aujourd'hui fondamentalement pro-renouvelable, comme il était, et est toujours, fondamentalement pro-nucléaire. Ce n'est pas une opinion mal informée qui pourrait changer avec de bons arguments, mais c'est la réalité du système.

Les personnels étatiques soutiennent fondamentalement le développement de l'éolien pour diverses raisons : pour des raisons électorales et idéologiques – pour donner l'illusion qu'ils font quelque chose devant la catastrophe écologique en cours –, parce qu'ils sont achetés,

parce que par définition ils soutiennent toutes les occasions de développement industriel et de croissance économique.

Ils le soutiennent parce que c'est fondamentalement dans leur intérêt, et leur intérêt est fondamentalement opposé à notre intérêt : nous voulons continuer à vivre dans une région qui n'est pas bouillonnée par ces machines. La seule façon pour nous de défendre notre intérêt, c'est de nous opposer à eux et à leur politique en ce domaine. C'est de nous efforcer de constituer un rapport de force ; ce qui implique que la part la plus large possible de la population de notre région soit activement concernée, et se manifeste contre ces projets.

On me dira que c'est complètement irréaliste. Je répondrai qu'aussi difficile que cela soit, c'est quand même plus réaliste que de croire que quelques obscurs habitants des « territoires », quelques bouseux, comme ils nous appellent, pourraient constituer un lobby écouté en haut lieu.

Certains placent leurs espoirs dans le préfet, qui semble plus accessible que les gens de Paris ; serait-ce vrai que cela ne serait bien sûr d'aucun secours : un préfet est là pour appliquer une politique, sa marge de manœuvre sur les orientations générales dans le département est inexistante.

Aussi difficile et aussi éloigné que cela soit de l'esprit du temps, de l'opinion

commune actuelle, la constitution d'un rapport de force a toujours été, et est encore aujourd'hui, le seul moyen dont dispose les gens ordinaires (l'immense majorité de la population) pour se défendre des intentions malheureuses de ceux qui ont le pouvoir ; pour réussir parfois à remporter au moins des victoires partielles. Par exemple qu'il y ait le moins possible d'éoliennes en Creuse.

À côté de la question de son fonctionnement et de ses choix stratégiques, il existe un autre problème récurrent pour l'opposition aux éoliennes industrielles, qui est apparu de manière flagrante lors de la réunion de Guéret. C'est la question de la position à adopter face à l'industrie nucléaire.

À suivre...

CÉDRIC

* ADP Guérétois (St-Fiel), AQVA (Anzème), MDTVD (Thauron), Pionnat Vents Libres (Pionnat), Vents d'État (St-Hilaire-la-Plaine / Ahun et Vie Vents en Creuse (Glénic).



Rendez-vous

Le collectif Alerte éolienne 23 demande à toute personne au courant de projets éoliens dans le département, non encore renseignés dans la liste préfectorale officielle, parce qu'ils sont trop récents, de bien vouloir contacter le collectif pour nous en informer.

Le but est de faire le relevé le plus précis possible de la menace (voir *Creuse-Citron* n° 56, ou la page Internet du collectif sur le site de StopMines23).

Contact :
Alerte-éoliennes-23, BP2, 23000 Ste-Feyre
alerte.eoliennes.23@laposte.net

Une réunion anti-éoliennes (suite et fin)

Le 22 septembre s'est tenue à Guéret une conférence organisée par SOS Eole 23, collectif regroupant depuis l'hiver dernier les six plus importantes associations anti-éoliennes du département. Nous poursuivons l'analyse de cette réunion, et des faiblesses de l'opposition aux éoliennes qu'elle illustre.

Lorsque l'on participe à une réunion d'un collectif anti-éolien, on a souvent l'impression qu'une espèce de fantôme plane au-dessus de la salle. On n'en entend souvent pas parler, ou presque pas parler, sauf au détour d'une phrase, comme un lapsus. Pourtant on a bien l'impression qu'il est là, et même qu'il détermine pour partie l'attitude des personnes présentes.

Souvent chacun fait bien attention de ne pas évoquer la présence de cet hôte indésirable – celui dont on ne peut pas prononcer le nom – par peur peut-être de déclencher les polémiques, les discussions sans issues, les conclusions inassumables.

Parfois quelqu'un parle brièvement du nucléaire (puisque c'est de lui dont il s'agit), mais l'intervention n'a aucune suite, et on passe à autre chose.

Lors de la conférence du 22 septembre, la situation fut un peu différente. Le conférencier était un ingénieur, il parlait au nom d'une réalité objective, celle des chiffres : la quantité d'électricité produite, avec quelle efficacité technique et quel coût direct et indirect. Il n'était donc ni pour ni contre les centrales nucléaires : il était seulement pour la réalité. Et la réalité, la réalité française de 58 réacteurs nucléaires vieillissants (25 réacteurs simultanément à l'arrêt cet été pour « maintenance ») lui paraissait excellente.

L'électricité française n'est pas chère puisque ces monstres (les centrales) ont pour la plupart plus de trente ans et sont donc « amortis ».

Personne n'envisage vraiment de les remplacer en « renouvelant le parc » : ce serait beaucoup trop cher, et il n'existe plus, dans notre monde si instable, aucun personnel politique, économique, industriel ou scientifique capable de planifier sur des dizaines d'années un projet de cette ampleur. Bien bon s'ils pensent sérieusement à cinq ans du présent.

Personne d'ailleurs n'envisage non plus de les démanteler un jour – non seulement le coût en serait lui aussi pharaonique ; mais en fait personne ne sait démanteler un réacteur nucléaire : il n'existe à ce jour aucun réacteur sur la planète dont le démantèlement soit achevé.

Quant à la gestion des déchets, l'idée de chiffrer sérieusement le coût économique de leur enfouissement et de leur surveillance sur des siècles/dizaines/centaines de milliers d'années, cela a quelque chose d'absurde et de vertigineux (voir le film, éclairant et terrible, *Into eternity*, sorti il y a quelques années).

L'ingénieur à la tribune, prudent, nous assure que, pour les vingt ans qui viennent, le « mix énergétique » français actuel – bref, l'électricité nucléaire – est parfait et n'a pas besoin des éoliennes. Bizarrement il n'explique pas pourquoi il dit « pour les vingt ans qui viennent ».

On comprend qu'« avec beaucoup de chance, aucun réacteur ne va exploser en France d'ici là » (même un fanatique n'oserait pas préconiser la prolongation au-delà de vingt ans des réacteurs actuels en bout de course).

On se demande quand même : et si cela n'a pas explosé d'ici-là, comment produira-t-on l'électricité dans vingt ans ? Et que fera-t-on de ces abominables cadeaux ?

Et on devine : « Je m'en fous, dans 20 ans je serai mort ; que le monde périsse avec moi, peu m'importe. »

Un de ses comparses, dans la salle, ingénieur lui aussi, répond à mes questions sur les risques, liés notamment au vieillissement des réacteurs, mais aussi aux graves défauts de fabrication des cuves dans la plupart des centrales, désormais reconnus officiellement et dont les conséquences possibles se précisent avec le temps ; ou encore sur les énormes problèmes de la cuve du réacteur non encore terminé de Flamanville, qui ont donné lieu à d'ubuesques préconisations de la part de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) l'an dernier.

Ses réponses sont d'un aplomb et d'une impudence tout droit sortis des années soixante-dix, comme si Tchernobyl et Fukushima n'existaient pas. Tout y est, même la comparaison des réacteurs avec une voiture ou une casserole à pression, sans oublier l'indépendance, évidemment, de l'ASN.

Est-ce qu'il convainc vraiment la salle ?

On rappelle au conférencier qu'il existe des ingénieurs comme lui dont la spécialité est de calculer le « coût indirect de l'électricité nucléaire » constitué par la probabilité d'une catastrophe majeure ; des scientifiques qui font des évaluations probabilistes d'avoir tant de milliers, ou de millions de morts et de malades, morts et malades dont le coût économique (en points du PIB, etc.) est lui-même calculé, et évalué en termes de « bénéfice-risque ».

Que la question se pose donc : doit-on considérer que même avec une catastrophe majeure sur un réacteur de Nogent-sur-Seine (à côté de Paris) ou sur un réacteur de Civaux (à côté de chez nous), l'électricité nucléaire reste une énergie compétitive ?

À cela, notre conférencier répond, rapidement, qu'un Tchernobyl ou un Fukushima n'est pas une hypothèse envisageable à Nogent-sur-Seine (effectivement : ce serait un Nogent-sur-Seine).

Il serait fastidieux de détailler davantage les arguments qui ont été avancés cet après-midi-là, et surtout les très nombreux arguments très raisonnables et très humains qui sont opposés au nucléaire depuis des dizaines d'années. Il existe de très bons livres disponibles sur le sujet ; et l'on peut croiser régulièrement des articles de presse qui en disent assez pour se faire une opinion définitive.

Ce qui nous intéresse plutôt ici, c'est de comprendre quelle place occupe exactement la « question nucléaire » au sein de l'opposition aux éoliennes, parce que cette place apparaissait éloquentement lors de cette réunion du 22 septembre.



Le premier point à remarquer, c'est que le conférencier ne mène pas une défense positive du nucléaire ; il ne demande pas : « Est-ce bon ? », pour argumenter ensuite que « c'est bon ». Il dit simplement : « C'est là. » Son argumentaire explicite est une critique convaincante de l'éolien du point de vue technique et économique (voir le précédent *Creuse-Citron*). Le nucléaire est présumé, il est hors de discussion ;

et on aboutit donc au même résultat que ce qui était évoqué au début de cet article: il devient un impensé, un fantôme.

Des anti-éoliens peuvent ainsi construire tout leur argumentaire sur l'opposition (au demeurant parfaitement fallacieuse, comme nous allons le voir): nucléaire ou renouvelable, sans que la question: «Voulons-nous du nucléaire?» ne soit posée à aucun moment.

Sans quelques interventions ultraminoritaires de la salle, ce présupposé nucléariste aurait été accepté à Guéret, comme il l'est d'ordinaire.

Le second point, relativement surprenant à noter, c'est que dès que ce présupposé est remis en cause par une prise de parole, dès que la question du nucléaire est posée en tant que telle, on a l'impression que les gens dans la salle sont assez mal à l'aise, voire même se «retournent»: il n'y a presque personne qui prenne la parole pour défendre ouvertement les centrales. Et pour cause, il n'y a bien qu'un ingénieur qui puisse assumer le degré d'«objectivité» (en fait de mépris de l'humain) véritablement nihiliste nécessaire pour cette tâche.

En réalité, aujourd'hui, à peu près tout le monde (hormis peut-être parmi les plus jeunes) sait en gros à quoi s'en tenir sur l'atome. Chacun en a entendu assez, avec et malgré la propagande, pour avoir au moins l'intuition de la catastrophe qui se cache derrière la centrale, et que c'est tout bonnement dégueulasse de continuer, malgré tout, ce «business».

Et vraisemblablement il en va de même pour l'ensemble de la catastrophe «écologique» en cours, et pour notre «responsabilité collective» là-dedans (la responsabilité de la société à laquelle nous appartenons que nous le voulions ou non, et dont nous dépendons pour vivre). En gros, tout le monde le sait.

Une prise de parole dans la salle résume l'état d'esprit général. Quelqu'un a dit à peu près: «Bien sûr personne ici n'est pour le nucléaire, mais si le nucléaire est mauvais et si le renouvelable est mauvais, quelle solution avons-nous?»

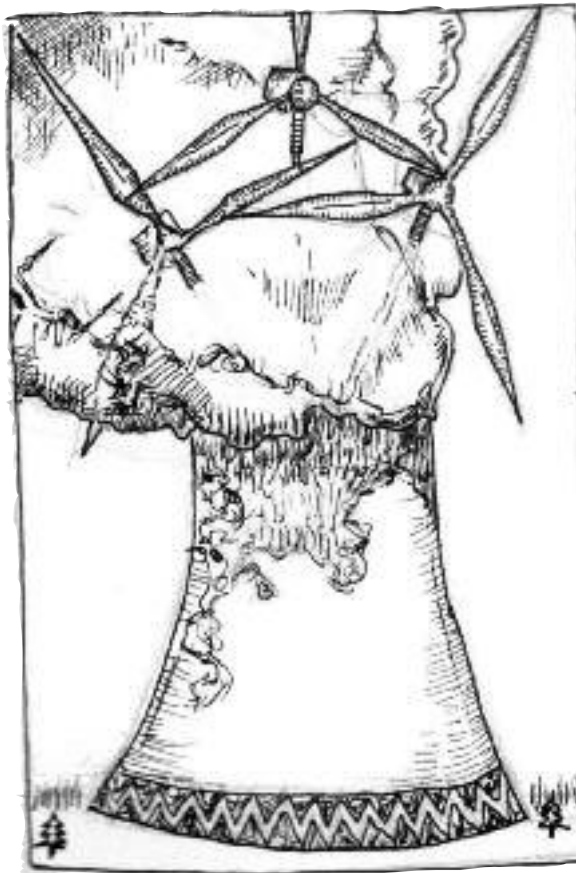
Assez comiquement, la même personne dit également: «D'ailleurs, Monsieur le conférencier non plus n'est pas un pro-nucléaire», à quoi ce dernier répond cette évidence que, si, il est bien un défenseur de cette industrie.

Quelqu'un d'autre dans la salle m'a lancé également: «Je suis d'accord avec ce que vous dites, mais je suis aussi d'accord avec ce que dit le conférencier.»

Un troisième enfin fait cette intervention typique: «Bon puisque éolien et nucléaire sont mauvais, ne pourrait-on pas défendre autre chose, comme la méthanisation par exemple?» À quoi il est répondu que de telles «solutions de remplacement» sont absolument dérisoires au regard de la consommation énergétique de notre système social.



Un tel flottement sera certainement de courte durée. La question centrale des personnes présentes est de refuser les éoliennes. Toutes les autres préoccupations sont subordonnées à cette exigence. Se demander ce qui est souhaitable et juste, ce qui est bon et ce qui est vrai, tout le monde s'en soucie comme d'une guigne. C'est bien à cela que l'on reconnaît le nihilisme au cœur de notre époque, au cœur de chacun: ne



plus se soucier de la morale ou de la vérité.

Regarder en face le fait que notre organisation sociale est dans une impasse, qu'elle marche vers l'abîme, que «toutes les planches de salut sont pourries» – pour la production électrique comme pour le reste –, cela imposerait d'assumer qu'il faut remettre en cause et combattre cette organisation sociale, globalement. Et d'abord remettre en cause son «système de besoins», c'est-à-dire son mode de vie, c'est-à-dire sa définition du bonheur et de la liberté. C'est trop, c'est impossible, c'est impensable.

Et il est assez raisonnable de penser que, derrière le violent refoulement qui frappe la «question nucléaire», ce sont bien ces remises en cause-là qu'il faut à tout prix éviter d'envisager.

La remise en cause de l'éolien industriel oblige à mettre le nez dans la redoutable question énergétique; elle contraint à faire face au dispositif idéologique du développement durable, de la transition énergétique, etc. Les opposants aux éoliennes se

trouvent ainsi piégés entre des exigences contradictoires (malheureusement, le plus souvent insolubles pour eux).

Il ne faut pas s'étonner, alors, que la prise en compte si inconfortable de la réalité du nucléaire et de l'impasse sociale en général débouche rapidement, le plus souvent, sur le retour à la normale et au déni: «Nous sommes contre les éoliennes, mais nous ne sommes pas pour le nucléaire. Cependant il est là et nous ne sommes pas contre ce qui est là. Nous sommes pour cette société, c'est-à-dire pour la réalité. Donc... nous sommes pour le nucléaire. Parlons d'autre chose s'il vous plaît.» On peut d'ailleurs reconnaître un «raisonnement» symétrique chez les gens qui ne vivent pas à proximité de projets éoliens et n'ont donc pas de raisons concrètes et personnelles de s'y opposer. Quand vous essayez de leur expliquer votre opposition aux éoliennes, ils vous répondent systématiquement que c'est quand même mieux que le nucléaire!

Hormis l'absurdité du raisonnement (voir les limites techniques, etc. de l'éolien qui rendent impossible toute substitution d'une technique par l'autre) – qui laisse entendre que ces gens se préoccupent, eux aussi, fort peu de la recherche sérieuse de la vérité – ce qui est frappant dans cette réponse, c'est que ces gens ne se sont en général jamais préoccupés ou opposés un tant soit peu au nucléaire auparavant!

Et les voici tout à coup devenu antinucléaires, quand les fables du renouvelable et de la transition énergétique leur sont servies sur un plateau. La raison profonde, le mobile plus ou moins inconscient est le même: comment éviter toute remise en question difficile, dangereuse. Avant le renouvelable, la seule issue face à l'atome était le pur et simple déni (ça n'existe pas), maintenant qu'il y a les éoliennes, on peut se payer le luxe d'une nouvelle planche de salut qui a l'air ma foi très bien, si on n'y regarde pas de trop près (et si ce n'est pas trop près de chez vous). En définitive, dans la situation présente, c'est l'ensemble de la population qui vit en s'appuyant sur ce genre de refoulement. Pas étonnant que tout le monde soit plus ou moins malade.

Le déni de la question nucléaire et le malaise qui va avec ne sont pas pour rien dans la faiblesse persistante de l'opposition aux éoliennes industrielles, en Creuse et partout, malgré des centaines d'associations et sans doute des dizaines de milliers d'adhérents ou de sympathisants.

Quand on n'est pas profondément convaincu de son bon droit et de la justesse de son combat, on se bat mal, et on n'arrive pas



à convaincre les autres qu'au-delà de sa situation et de son intérêt particulier, c'est bien l'intérêt général et une cause juste que l'on défend. On n'arrive donc pas à trouver les alliés dont on a besoin pour remporter des victoires contre les industriels.

La première chose à faire pour les opposants aux éoliennes, c'est donc d'affirmer sans aucune ambiguïté que l'industrie nucléaire est une folie, une monstruosité, un crime. Qu'il faut la refuser et se battre pour son arrêt immédiat.

La seconde chose à faire, c'est de rappeler que, à l'opposé du bavardage dominant, le nucléaire et l'éolien ne s'opposent absolument pas, mais au contraire se correspondent et se complètent en tous points.

Ils sont tous les deux soutenus et imposés par l'ensemble des décideurs politiques, avec des moyens très voisins. Les grands groupes industriels et financiers qui se cachent derrière le développement du renouvelable sont aussi des spécialistes du nucléaire ou du pétrole, du gaz, etc. (voir ENGIE par exemple).

Il est significatif enfin que le CEA, l'un des principaux acteurs étatiques français en matière nucléaire, ait été rebaptisé il y a quelques années « Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies renouvelables ».

Personne, en dehors d'annonces vagues ou immédiatement démenties dans les faits, n'a jamais sérieusement parlé de remplacer le nucléaire par le renouvelable, ni même de le diminuer significativement par ce biais.

Dès le début de l'implantation massive de l'éolien en France, c'est-à-dire dès le Grenelle de l'environnement, le président Sarkozy avait martelé qu'il fallait maintenir et développer ensemble les deux filières : lancement de l'EPR, et en même temps lancement du programme éolien. L'augmentation importante de la capacité de production de l'éolien ces dernières années n'a entraîné la mise à l'arrêt d'aucun réacteur.

Quant à la « Programmation pluriannuelle de l'énergie » dévoilée par le gouvernement fin novembre, elle promet certes la fermeture de 10 à 14 réacteurs... d'ici 2035 ; mais ces fermetures sont motivées par le vieillissement des centrales et correspondent, d'après *Le Monde* du 28 novembre, au scénario que défend EDF pour ces réacteurs les plus anciens.

Le gouvernement réaffirme que « le nucléaire n'est pas une énergie du passé » et que les fermetures programmées sont sans lien avec le développement massif du renouvelable qui est par ailleurs annoncé.

« Il faut cesser de lier l'essor des renouvelables à la sortie du nucléaire » a déclaré le président Macron, selon *Libération* du 28 novembre. Mais depuis Sarkozy et le Grenelle, personne au pouvoir n'avait jamais fait sérieusement ce lien... Seuls des anti-nucléaires ou des anti-éoliens également aveugles et inconséquents avaient pu croire à de telles fadaïses.

Ce qui est planifié en réalité, c'est la poursuite, aussi longtemps qu'il sera possible, du développement industriel et économique, grâce à la production conjointe d'électricité par le nucléaire et le renouvelable.

C'est le « mix énergétique », censé répondre à l'augmentation prévue de la consommation électrique, à cause du déploiement du numérique, des voitures électriques et des autres « nouvelles technologies ». Il est d'ailleurs probable que ce « mix » à la française sera complété par un développement des centrales thermiques à gaz, convenablement badigeonnées de peinture verte.

Si on accepte de prendre au sérieux les annonces de cette « Programmation pluriannuelle », qui concerne pour l'essentiel un futur lointain et n'engage donc à rien ceux qui les font, on peut encore faire la remarque suivante.

Étant donné le nombre relativement réduit de réacteurs dont la fermeture est annoncée, la promesse du passage de 80% d'électricité nucléaire aujourd'hui à 50% en 2035 correspondrait, de l'aveu même du nouveau ministre de l'Écologie François de Rugy, moins à une réduction importante, en valeur absolue, de l'électricité produite avec l'atome, qu'à une augmentation considérable de l'électricité totale consommée : 50% peut-être, mais d'une consommation totale beaucoup plus importante.

Bref ce qui est planifié ici, c'est de continuer à foncer toujours plus vite dans le mur.

Pour espérer trouver des alliés et remporter des victoires, les opposants à l'éolien industriel doivent démasquer la propagande des promoteurs déguisés en écologistes, et affirmer qu'en critiquant l'éolien ils ne défendent pas seulement leur intérêt particulier mais bien l'intérêt général et le bien commun. Ils doivent assumer d'intervenir dans la question cruciale de l'énergie avec des arguments à la fois rationnels et humains. Ils ne peuvent donc pas faire l'économie d'une critique conjointe du nucléaire et de la « transition énergétique ».

Ils sont aussi contraints de reconnaître publiquement qu'il n'existe pas de solution technique satisfaisante à la crise sociale et écologique actuelle, sur la question de l'énergie comme sur tant d'autres. Reconnaître cela est assurément difficile, mais c'est tout simplement la vérité, qu'en fait tout le monde devine plus ou moins clairement.

Il n'est pas obligatoire d'affirmer que pour éviter les éoliennes, la seule solution serait de transformer de fond en comble la société : l'immensité des problèmes qui en résulte est en effet assurément décourageante.

Mais on peut déjà, plus modestement, dire que si nous n'avons pas de solution à proposer pour satisfaire les besoins délirants en énergie de notre société, ni de plan tout tracé pour réduire radicalement ces besoins et les ramener à la raison, nous ne considérons pas que c'est un motif suffisant pour accepter que l'endroit où nous vivons, et l'ensemble des campagnes de ce pays qui sont encore un peu préservées, soient bousillées par des éoliennes géantes, uniquement pour le profit de quelques-uns et la carrière politique de quelques autres – de ceux-là mêmes qui sont les premiers responsables du naufrage écologique et social où nous nous débattons.

Nous refusons le « chantage à la catastrophe » presque incroyable de cynisme de tous ces pyromanes-pompiers qui essaient aujourd'hui de nous imposer de fausses solutions aux problèmes qu'ils nous ont fabriqués et imposés hier.

CÉDRIC

Pour approfondir certaines des questions évoquées ici, voir :

Arnaud Michon, *Le Sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2010.

Si vous avez des informations à nous transmettre, des actions à faire connaître, au sujet de l'éolien, et pour prendre contact :
Alerte-éoliennes-23, BP2, 23000 Ste-Feyre ou
alerte.eoliennes.23@laposte.net



Éoliennes : une escroquerie verte organisée Témoignage d'une agricultrice bio

Lu sur le site : *Non aux éoliennes dans le Pays de Chantonnay*

J'AI 35 ANS ET JE SUIS AGRICULTRICE BIO en Auvergne. Il y a deux ans, j'ai été contactée par une entreprise privée qui avait pour projet d'installer un parc d'éoliennes dans ma commune.

Je les ai reçus avec joie ! J'avais hâte de participer à un projet écologiste et d'apporter mon grain de sel à la fin du nucléaire.

Première surprise

Je m'attendais à rencontrer un représentant de l'État, ou de la préfecture pour ce genre de projet (l'énergie est, il me semble, le bien de tous et nous sommes tous concernés). En fait, il n'en était rien : c'était bien une entreprise privée financée par des fonds de pensions étrangers qui était chargée du projet.

Un peu bizarre, mais, après m'être renseignée, je me suis aperçue que tous les projets étaient tenus par des boîtes privées qui prospectent un peu partout en France pour chercher des terrains où placer des éoliennes.

Je pensais donc que cette société voulait m'acheter un bout de terrain, un peu comme un promoteur immobilier « du vert ».

Deuxième surprise

La société envisageait effectivement d'implanter une éolienne chez moi, mais elle ne voulait « surtout pas » me déposer de mes terres. Elle voulait seulement louer le terrain. Et cela, pour une somme absolument mirobolante : pour moi qui ai des revenus de 1 500 € par mois, on me proposait un loyer de 30 000 € par an pour deux éoliennes implantées. Pendant 20 ans... 30 000 qui tombent tous les ans et je participe à l'écologie nationale. Un rêve.

La société a insisté pour que je signe « rapidement », car d'autres agriculteurs pouvaient être aussi intéressés. À 30 000 par an, je n'en doutais pas une seconde.

Mais je suis auvergnate et, par nature, méfiante. J'en ai discuté avec ma grand-mère. Elle a hoché la tête, et elle m'a dit : « Ils veulent payer 75 fois le prix de la

terre sans la posséder ? Ici ? Là où nos terres ne valent pas grand-chose ? Il y a un loup quelque part ».

Alors j'ai cherché le loup. Et je l'ai trouvé en demandant un nouveau rendez-vous avec la société. Je leur ai demandé un contrat du bail. Et j'ai lu toutes les petites lignes.

Et dans vingt ans ?

Voici la question que je leur ai posée : au bout de vingt ans, que se passe-t-il ? Pas de réponse. Ou plutôt une réponse très floue : *On ne sera plus là, car on revend nos implantations à des entreprises étrangères. Mais la loi nous demande de prévoir le démantèlement de l'éolienne. Nous provisionnons 50 000 €.*

Parce qu'au bout de vingt ans, une éolienne, elle est en fin de course.

OK. J'ai donc fait venir plusieurs entreprises spécialisées. Pour une éolienne de 200 m de haut, le coût minimum du démantèlement est de 450 000 € par éolienne, à charge du propriétaire du terrain.

Et s'il ne peut pas payer ? Comme il s'agit d'une éolienne industrielle, l'État se retourne contre le propriétaire, puis contre la commune.

Je fais un rapide calcul : le projet d'ensemble comprend 7 éoliennes et ma commune 200 habitants.

$450\,000 \times 7 = 3\,150\,000$ € de dette.

J'ai la tête qui tourne... j'ai le vertige face à une telle dette.

Ça, c'était ma première découverte.

De surprise en surprise

Depuis, je suis allée de surprise en surprise. Tout d'abord, je me suis demandé pourquoi cette société voulait implanter des éoliennes dans un endroit où il y a si peu de vent.

Réponse : *En effet, il n'y a pas assez de vent. Qu'à cela ne tienne, nous allons construire des éoliennes beaucoup plus hautes. 200 m de haut.*

La taille de la tour Montparnasse !

Fort bien. Pour des éoliennes qui ne tourneront que 25 % du temps. Pas très

rentable. Alors, comment se fait-il que des fonds de pensions s'intéressent tant à l'éolien en France ?

Tout simple ! En France, une loi exige que l'énergie verte des éoliennes soit achetée en priorité deux fois le prix des autres énergies.

Donc, c'est intéressant pour les investisseurs étrangers, sans doute en pleine complicité avec le gouvernement, car qui paye cette différence ?

NOUS ! Sur notre facture EDF, il y a une petite ligne qui indique que nous « participons au développement de l'énergie verte », en fait, nous finançons des actionnaires étrangers.

De mieux en mieux

Ah oui ! Je ne vous ai pas tout dit !

Cette énergie est essentiellement destinée à être exportée. Donc pas du tout destinée à faire fermer les centrales nucléaires.

Ça, les actionnaires s'en fichent totalement. Moi pas. Je me suis livrée à un petit calcul : le développement de l'éolien en France va coûter 75 milliards d'euros financés par nous-mêmes pour détruire nos paysages, notre tourisme, la valeur de nos biens immobiliers et nos parcelles cultivables (qui ne le sont plus quand on dépose 1 500 tonnes de béton dans le sol pour y placer la tour Montparnasse).

Avec cet argent, l'État pourrait redistribuer à chaque Français une part pour isoler dignement son logement. Nous pourrions ainsi fermer 18 réacteurs nucléaires. Mais ça, ça ne rapporterait rien aux actionnaires.

Pour finir, je tiens à préciser que je ne signe pas ce texte car j'ai reçu des menaces :

– d'agriculteurs, qui souhaitent « rafler les 30 000 euros par an sans réfléchir »,

– des sociétés de l'éolien, qui, plus subtiles, me proposent des « compensations » contre mon silence.

Faites circuler, et réfléchissez. Sous couvert de « vert », on nous prend pour des jambons.